



14ème législature

Question N° : 103719	De M. François Asensi (Gauche démocrate et républicaine - Seine-Saint-Denis)	Question écrite
Ministère interrogé > Outre-mer		Ministère attributaire > Outre-mer
Rubrique > outre-mer	Tête d'analyse >DOM-ROM : Guyane	Analyse > difficultés. soutien. mesures.
Question publiée au JO le : 04/04/2017 Date de changement d'attribution : 18/05/2017 Question retirée le : 20/06/2017 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. François Asensi appelle l'attention de Mme la ministre des outre-mer sur la crise sociale majeure que connaît le territoire guyanais. Depuis 2013 et l'annonce de la création d'un pacte d'avenir pour la Guyane, les aspirations et les demandes de la population pour plus de justice sociale n'ont pas été entendues. Malgré plusieurs sessions de négociations, aucun accord n'a été trouvé et le pacte n'a toujours pas été signé. Aujourd'hui, les Guyanais sont lassés d'être des sous-citoyens. La Guyane est un territoire oublié de la République française, au même titre que l'ensemble des territoires ultra-marins. La crise sociale majeure que connaît la Guyane trouve son origine dans l'état d'urgence généralisé que connaît le territoire en matière d'économie, de santé, d'éducation et de formation, de logement et de sécurité. En Guyane, le taux de chômage est endémique. Il s'élève désormais à 23 % de la population active, contre 9,8 % sur l'ensemble du territoire français, et grimpe même à 44 % chez le 15-24 ans. De même, le PIB par habitant de la Guyane est moitié moins important que celui de la France métropolitaine. Conséquence de ces déséquilibres, 44,3 % de la population guyanaise vit sous le seuil de pauvreté, contre 14 % pour la France entière. Enfin, la Guyane est le territoire français le plus meurtrier par nombre d'habitants avec 42 homicides commis en 2016. Ces déséquilibres sont inacceptables dans la République. Une telle rupture d'égalité entre la Guyane et la métropole est intolérable. Le Gouvernement doit désormais apporter une réponse forte aux inquiétudes légitimes de la population guyanaise. Il se joint aux revendications des élus guyanais et lui demande de s'engager sur la mise en place d'un véritable plan d'investissements pour la Guyane car il faut d'urgence rattraper le temps perdu.